

# « En Afrique, les vrais décideurs de la diplomatie sont les services secrets »

Romain Bizeul

Le Nouvel Observateur, 1 septembre 2018

**L'espionnage n'est pas mort. Au contraire, il occupe une place centrale dans la présence française en Afrique. Interview d'Antoine Glaser, co-auteur de "Nos chers espions en Afrique".**

Les services secrets ont toujours alimenté les fantasmes. Souvent caricaturés par Hollywood, les espions jouent néanmoins un rôle crucial dans les affaires extérieures à leurs pays. En Afrique, à l'heure d'une lutte contre le terrorisme qui n'en finit pas et d'enjeux économiques conséquents, le continent est toujours un véritable nid d'espions.

Mais les agents français, qui avaient pourtant une longueur d'avance dans la région subsaharienne et au sein des hautes administrations, sont en perte de vitesse. Après plus de deux ans d'enquête, Antoine Glaser et Thomas Hofnung, journalistes et spécialistes de l'Afrique, révèlent les secrets d'ordinaire bien gardés des espions français. À l'occasion la sortie de "Nos chers espions en Afrique", son co-auteur Antoine Glaser nous explique les problématiques qui lient aujourd'hui espionnage et Afrique.

**Votre enquête révèle plusieurs cas où la France a "fait élire" des chefs d'Etat grâce à ses services de renseignements, notam-**

**ment en octroyant des moyens ou des informations sur l'opposition. La France agit-elle toujours en contradiction avec ses discours sur les élections "libres et démocratiques" ?**

Un certain nombre de chefs d'Etat africains ont été aidés et soutenus par la France. Mais c'était surtout pendant la période de la guerre froide. À présent, il y a toujours des gens comme Idriss Déby [président du Tchad], qui ont été mis au pouvoir par la France, c'est une évidence. Mais désormais, il y a surtout une prime à la stabilité. Ce qui a changé c'est qu'il n'y a plus de monopole des services secrets français autour de ces chefs d'Etat. Ces derniers s'entourent de plus en plus de nouvelles alternatives quand ils sentent que la France les soutient moins.

Djibouti, avec Ismaïl Omar Guelleh, était très dépendant de la France pour sa sécurité. Maintenant, Chinois et Américains s'y regardent en chiens de faïence pour prendre le contrôle. Les Français restent importants mais dans une moindre mesure : Ismaïl Omar Guelleh a besoin de la Chine pour ses investissements, mais s'il a des opposants, il y a plus de chance qu'on les trouve à Paris qu'à Pékin. Ces chefs d'Etat d'Afrique subsaharienne ne se

privent pas d'utiliser les réseaux des espions français qui peuvent les informer de ce qu'il se passe dans leurs oppositions. Tout cela participe à l'ambiguïté des relations entre la France et l'Afrique encore aujourd'hui. Même si la France affiche une politique officielle différente, la réalité est autre.

**Les services secrets en Afrique possèdent donc un pouvoir conséquent. Vous montrez que les conseils d'agents sont parfois plus écoutés que ceux d'ambassadeurs. La diplomatie française est-elle décidée dans la région par les renseignements ?**

Malgré une impression de diplomatie traditionnelle, les vrais décideurs sont les services secrets. Apparemment, cela ne déplaît pas à Emmanuel Macron parce que lui-même a ce goût du secret et doit être satisfait d'avoir des réseaux qui lui remontent les informations. La commission du renseignement est extrêmement faible, un soi-disant "contrôle parlementaire" qui n'a pas beaucoup d'influence. Cela finit par créer une sorte de diplomatie parallèle. Certains agents font même preuve d'une certaine arrogance, pensant tout contrôler, connaître et maîtriser. Mais les plus anciens, en particulier ceux qui n'y sont plus, voient néanmoins que les réseaux Français ont en réalité perdu de l'influence sur le terrain.

**Comment peut-on expliquer cet affaiblissement des services français ?**

Depuis la guerre froide, la situation a évolué. À cette période, la France était totalement chez elle en Afrique, les services secrets étaient à la manœuvre et il n'y avait aucune concurrence. Depuis la chute du mur de Berlin, la concurrence ne cesse de croître. Les Israéliens sont là depuis un petit

moment, les Russes sont maintenant bien présents et les Chinois arrivent à grands pas. Les alliés anglo-saxons, eux, font bien la distinction entre ces deux périodes. Ils savent qu'ils ne sont plus dominants et ont pris la mesure de cette mondialisation de l'Afrique. À l'opposé, depuis Paris nous avons l'impression que la France tire toujours les ficelles, ce qui n'est plus du tout le cas.

**Les Français sont-ils à présent totalement dépassés dans la région ?**

Il y a de moins en moins de capacité d'action pour défendre les intérêts de la France. On assiste à une montée en puissance des moyens et des techniques, mais pour des résultats en déclin. C'est lié à la complexité du terrain et aux mouvements socio-économiques africains que l'on ne maîtrise plus. La France est assez éloignée des réalités de l'Afrique actuelle, elle reste dans ses anciens schémas et veut simplement façonner le continent à son image. Elle peine réellement à prendre la mesure des bouleversements en cours. Normalement, les services de renseignements sont là pour anticiper ces changements, mais tout cela patine.

**Quelles conséquences cela peut-il y avoir sur la région ?**

Nous allons rentrer dans ce qu'on pourrait appeler une sorte de nouvelle « *guerre froide multipolaire* ». On parle beaucoup des questions migratoires comme un enjeu très important pour les Européens en Afrique. Mais entre 80 et 90

**Si les différents services secrets sont à la manœuvre dans cette compétition pour le contrôle économique de l'Afrique, ils sont aussi très engagés dans la lutte contre le terrorisme qui monopolise aussi beaucoup d'agents de la**

### **DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure)...**

C'est, bien sûr, un enjeu. Mais ce ne sont pas les puissances extérieures et leurs renseignements qui vont pouvoir régler ces problèmes. En Afrique subsaharienne, il n'y a pas vraiment d'Etat nation, donc les religieux prennent le dessus, ce qui entraîne parfois une radicalisation. Sur le moyen et long terme, les services secrets sont surtout là pour défendre les intérêts économiques de la France. À chaque fois qu'Emmanuel Macron se déplace en Afrique, il y a toujours des projets de développement économique.

C'est tellement important que les grands projets de train ou autres en Afrique sont très souvent payés par le contribuable français : les entreprises françaises n'arrivent pas à s'aligner sur les offres chinoises, donc l'Etat aide ces entreprises ou s'arrange avec le pays en face pour annuler sa dette par exemple. Et dans les affaires, tous les groupes français, à l'image de Bolloré ou Total, engagent des anciens services secrets comme facilitateurs. Pour le reste, la France ne pourra pas faire grand-chose. Elle n'aura plus les hommes pour agir. Avec le temps, il y aura de moins en moins d'influence française.

**Vous évoquez dans votre livre une privatisation du secteur des renseignements, avec des anciens agents français qui travaillent désormais pour des chefs d'Etats africains via des sociétés de sécurité. Vous révélez également que ces sociétés sont parfois financées par l'Union européenne... Peut-il y avoir des conflits d'intérêts ?**

Avant, avec Jacques Foccart, c'était l'Etat français qui contrôlait tout. Il plaçait même des agents dans les entreprises stratégiques françaises comme

Elf. Par la suite, il y a eu une sorte de privatisation. Un certain nombre d'anciens des services comme Michel Rousin par exemple – qui ont aidé à l'installation ou au maintien au pouvoir de chefs d'Etat africains – se retrouvent dans le privé. Ils ne sont plus directement en position de pouvoir directement influencer le cours des choses, mais en tant que « *lobbyistes* » pour ces chefs d'Etat, ils peuvent avoir un impact. Les réseaux sont maintenus avec la France et leurs anciens collègues. Certains disent qu'ils n'interviennent jamais sans l'aval de leurs anciens collègues. Il y a des risques de dérapages et d'ambiguïtés. Au point de ne plus savoir « *qui est qui* », ni « *qui a donné l'ordre à qui* ».

**Vous parlez également d'une « guerre franco-française » au sein des services secrets en Afrique qui irait parfois même jusqu'à menacer des opérations comme la libération d'otages. Est-ce une des raisons de cette perte d'influence française ?**

Ces conflits internes ont de tout temps posé des problèmes. Dans le milieu des affaires, je l'ai vu pendant des années. Chirac disait aux grands patrons : « *Il faut que vous chassiez en meute comme font les Allemands, vous êtes toujours en train de vous tirer dans les pattes.* » Dans les renseignements, il y a des bisbilles entre la DGSE, la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure), la DRM (Direction du Renseignement Militaire), et les autres.

À chaque fois qu'un type est nommé, il s'appuie sur ses propres copains et ses propres réseaux parallèles. Quand il y a des propositions de travailler ensemble entre DGSE et DGSI, tout le monde garde ses petits secrets,

au détriment effectivement des opérations. Chacun reste très “bunkerisé” dans une Afrique qui se mondialise et qui voit se développer une société civile de jeunes qu’ils connaissent très mal. Cette guerre franco-française joue vraiment en défaveur du maintien d’une diplomatie d’influence. Il ressort une impression de prise de conscience, mais pas vraiment de réels changements.

**Comment la France réagit à cette perte d’influence ?**

Nous avons constaté, et c’est en partie ce qui a motivé le livre, que beaucoup d’ambassadeurs français de la région sont des anciens agents des services secrets. À l’inverse, les diplomates officiels n’ayant pas de formation militaire passent par les services secrets. Dans une période de perte d’influence de la France en Afrique, on revient à ces systèmes de réseaux pour pouvoir mieux « *serrer les boulons* » et

contrôler.

Les services de renseignements servent dans les moments de crise. Quand il n’y a plus de relations, comme entre la France et le Soudan, ce sont eux qui agissent. C’est d’ailleurs comme cela qu’ils ont récupéré Carlos en 1994. Au moment du boycott de l’Afrique du Sud pendant l’apartheid, ce sont également eux qui ont vendu du matériel à leurs homologues sud-africains. La perte d’influence fait que la France se recroqueville un peu et remet en avant les services secrets. Ce n’est pas une preuve de force, c’est une preuve de faiblesse.

Propos recueillis par Romain Bizeul

“Nos chers espions en Afrique”, éditions Fayard, à paraître le 5 septembre.

L’Obs

Romain Bizeul